



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

MONDIAL 2014 : CELUI DE LA CONTESTATION

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

12 JUIN 2014

La Coupe est pleine

Des millions d'amateurs de foot se réjouissent depuis des mois de vivre la Coupe du monde qui va se dérouler au Brésil.

Infrastructures sportives, routières et touristiques : l'organisation de l'événement a entraîné des dépenses pharaoniques. Avec une facture d'au moins 11 milliards de dollars à la charge de l'Etat. Alors même que les autorités imposaient des coupes dans les prestations sociales et diminuaient les dépenses publiques de six milliards. Une priorité au Mondial au détriment des services publics (transports, éducation, santé), dénoncée dans la rue, dès juin 2013, par des centaines de milliers de manifestants.

Depuis lors, la contestation sociale n'a pas cessé. A quelques jours du Mondial, c'est la grève pour les salaires des employés du métro de Sao Paulo qui fait la une.

Mondial et « foot spectacle » : la poule aux œufs d'or

Comme tous les sports de compétition, le foot est un énorme business, loin du plaisir du jeu qui anime encore de nombreux amateurs.

Les clubs, dont certains sont cotés en bourse, sont d'énormes machines à faire du fric, gérées par leurs actionnaires comme des firmes capitalistes. Avec un soutien massif des pouvoirs publics. Les joueurs sont des produits humains qu'on achète et qu'on vend à coup de millions. Quant à la Coupe du Monde, c'est la poule aux œufs d'or pour la Fifa et ses partenaires : marques de vêtements, de boissons, de voitures ... et un pactole pour les grands groupes du BTP qui construisent stades et infrastructures en tous genres.

Mondial « fric-paillettes » : l'envers du décor

Le Mondial au Brésil, c'est la vitrine. Mais il y a aussi l'envers du décor : des inégalités immenses, des centaines de milliers de paysans sans terre, d'énormes bidonvilles dans les toutes les grandes villes, des millions de gens sans accès aux services publics de base. Sans compter le fléau de la corruption.

Le Brésil organise le Mondial. Mais à quel prix ? Des dépenses qui vont endetter les collectivités publiques : une facture à la charge de la population. Les enfants des rues délogés manu-

militari des beaux quartiers. Des dizaines de milliers de gens pauvres des « favelas » chassés de chez eux, sous prétexte de restructuration urbaine. Et les forces de police pour briser toute velléité de résistance sociale.



En Europe comme au Brésil, Refusons le piège du « sport-spectacle »

De la religion, Karl Marx disait qu'elle était l'opium du peuple. Une drogue pour tenter de faire oublier les difficultés de la vie. Aujourd'hui, ceux qui nous gouvernent s'apprêtent à nous refaire le coup de l'union sacrée autour de « nos sportifs », de « notre équipe nationale », pour faire passer la pilule de l'austérité et du chômage qui s'accroît. Pour eux, quoi de mieux que la consommation à haute dose du spectacle sportif pour nous anesthésier. Il y a peu de temps, Platini demandait aux brésiliens de « ne pas gâcher la fête » par leurs mobilisations sociales. Un appel à la trêve refusé par les employés du métro de Sao Paulo et d'autres.

En France, au même moment, ce sont les cheminots qui entament une grève reconductible contre le projet gouvernemental de réforme ferroviaire. De Sao Paulo à Paris et ailleurs, n'est-il pas temps de mettre en route un « Mondial de la Contestation Sociale ? »

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



A QUAND LA DEMISSION DE NOTRE CARLOS A NOUS ?

Empêtré dans les scandales, le roi d'Espagne Juan Carlos vient de donner sa démission. Il compte néanmoins léguer son trône à son fils. Amateur de chasse au lion, ce Carlos là était ami de notre petit Carlos à nous. Qu'attend ce dernier pour l'imiter. Mais nous, on le dit tout de suite, on ne veut pas de son fils non plus.

MUTUELLE OBLIGATOIRE : UN PROGRES ?

A Renault des négociations sont en cours avec les syndicats pour mettre en place une mutuelle obligatoire en janvier 2015 (1 an avant l'obligation légale suite à l'accord compétitivité). Renault devra financer une partie des cotisations. La part payée par l'employeur sera déductible de l'impôt sur les bénéfices. Par contre, les salariés devront la déclarer aux impôts comme « avantage en nature ». Cette part employeur disparaît lors du départ en retraite : le retraité doit alors payer toute la cotisation. Quant à la qualité de la prestation, il n'est pas sûr que les salariés s'y retrouvent : les options permettant d'obtenir de meilleurs remboursements ne sont pas financées par l'employeur. Les assureurs et les gros groupes mutualistes, eux, se frottent déjà les mains devant ce juteux marché.

Quant à la mutuelle Renault, que deviendront ses 50 salariés ? Renault doit s'engager à ce que personne ne reste sur le carreau.

A RENAULT ALERTE SUR LES RISQUES PSYCHOSOCIAUX

L'ensemble des médecins des sites d'ingénierie d'Ile de France a jugé la situation des salariés grave au point d'alerter, en décembre 2013, la direction de Renault. Ils ont été reçus par Thierry Bolloré qui leur a promis de « *revoir une politique de communication claire et rassurante* » et de « *mettre les moyens d'un accompagnement individualisé des salariés le temps de s'approprier le changement de culture de l'entreprise* » Mais ce n'est ni un problème de com, ni les salariés qui ne savent pas s'adapter : c'est la politique générale de Renault qui doit cesser de dégrader les conditions de travail.

CHEZ PSA, ILS CONTINUENT A PROGRAMMER LA MORT DES USINES

Après la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay, les menaces se précisent sur celle de Poissy. La production de la prochaine C3 petite voiture Citroën, sera effectuée en Slovaquie. La production des 208 est passée sur une seule ligne de montage depuis janvier. Les plans de la direction visent à réserver à Poissy la fabrication des versions luxueuses de petites voitures : et vu leur prix de vente élevé, elles généreront peut être des profits, mais ni des volumes de production, ni de l'emploi. Les effectifs pourraient descendre à 3000 postes en CDI.

La Slovaquie est en fait la nouvelle arrière-cour de Peugeot avec une capacité de production de 300 000 voitures par an, le tiers du total des voitures PSA produites en France. Alors que la production totale

d'automobiles en Europe ne va pas augmenter, ces nouvelles implantations accroissent la surproduction capitaliste, et aiguissent la concurrence entre usines et salarié-e-s. Après Aulnay, ils continuent à s'en prendre à l'emploi. C'est seulement tous ensemble et coordonnés sur tous les sites que l'on pourra les faire reculer et leur imposer l'interdiction des licenciements et de répartir le travail entre tous.

LES LICENCIEMENTS CONTINUENT EN SARTHE

Après Candia au Lude et ses 190 licenciements, c'est au tour de Harman et Brose deux usines sarthoises de faire les frais des magouilles patronales. La direction de Brose à la Suze menace 93 salariés et Harman, en prévoyant son déménagement, en vise 185 à Château du Loir. Dans les deux cas, loin d'être de petites entreprises sous-traitantes, ce sont deux groupes équipementiers automobiles présents dans de nombreux pays, employant des milliers de salariés dans le monde et réalisant des profits. Les fermetures annoncées s'inscrivent dans leur volonté de choisir les lieux d'implantation les plus profitables pour leurs actionnaires.

Les salariés s'organisent pour résister. Jeudi 21 mai, avec ceux d'Harman, ils ont manifesté à prêt de 500, dont 150 (sur les 185) de l'entreprise dans les rues de Château du Loir avec la population environnante, les magasins ayant tiré leur rideau. Le début d'un long combat !

DP – CE : ENCORE UN MINISTRE AU SERVICE DES PATRONS

Valls avait déjà annoncé une ponction de 50 milliards dans les dépenses publiques, pourtant indispensables aux travailleurs et aux classes populaires, auxquels il a ajouté 30 milliards de cadeaux au patronat. Mais comme ce gouvernement a décidé de céder toujours plus aux patrons, aux actionnaires et aux banquiers, c'est au tour du ministre du travail, François Rebsamen, de proposer une nouvelle régression sociale, en cédant à une vieille revendication antisyndicale.

Alors qu'une entreprise doit élire des délégués du personnel à partir de 11 salariés et un Comité d'entreprise dès le 50ème salarié, le ministre propose de suspendre cette obligation durant 3 ans. En clair, d'aller encore plus loin qu'avec l'Accord national interprofessionnel (ANI) et la loi Medef de juin 2013 qui avait déjà introduit un délai d'un an. La raison invoquée : « *tester si cela crée de l'emploi* ».

Alors que plus de la moitié des entreprises de plus de 10 salariés soumises à élection de délégués du personnel n'en ont pas, voilà un gouvernement de gauche qui nous explique que l'application du Code du travail et la défense de

nos droits, ça nuit à l'emploi. Une preuve de plus que ce gouvernement est notre adversaire et qu'il est urgent de le combattre.

Si nos idées vous intéressent, n'hésitez pas à nous contacter : npa.sarthe@gmail.com ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 33 55 00 27